

Pages de Profils



Hausse de l'emploi, accroissement des mobilités domicile-travail : la population active du Nord-Pas-de-Calais a changé de visage au cours des dernières années. La métropole lilloise continue de créer des emplois. Parallèlement, le Valenciennois et Lens-Hénin connaissent un essor rapide. Dans l'ensemble de l'ancien bassin minier, les actifs trouvent de plus en plus souvent des emplois en dehors de leur territoire de résidence. Du Montreuillois à l'Arrageois, en passant par la Flandre-Lys, des zones moins densément peuplées attirent désormais les actifs, qui viennent y résider.

Dynamiques du marché du travail et mobilités des personnes en Nord-Pas-de-Calais

Éric Deroo

Service Études et Diffusion



INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX
03 20 62 86 29 - 03 20 62 86 00

Les évolutions démographiques et les dynamiques économiques sont la plupart du temps présentées séparément. Pourtant, elles influent conjointement sur le marché du travail. D'une part, le nombre de personnes en emploi et le nombre de chômeurs évoluent au gré des phénomènes de reprise ou de ralentissement de l'économie. D'autre part, le parcours des habitants détermine l'évolution de la population active sous l'angle démographique : l'entrée des jeunes dans la vie active, le choix d'un lieu de résidence, le choix de se porter sur le marché du travail, le choix d'habiter à proximité de son travail ou dans une zone d'emploi voisine ou encore le départ des seniors à la retraite.

Cette étude propose de mettre en regard les évolutions du marché du travail et de la population active au cours d'un passé récent, sur les territoires du Nord-Pas-de-Calais. Prenant pour point de départ l'image de la population active donnée par le recensement de 1999, l'analyse permet de comprendre les évolutions enregistrées depuis.

LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS D'ACTIFS ET LA HAUSSE DU TAUX D'ACTIVITÉ ACCOMPAGNENT LA PROGRESSION DE L'EMPLOI

Du point de vue économique, de début 1999 à début 2006, le Nord-Pas-de-Calais a connu les mêmes tendances que la France, à un rythme très comparable. L'emploi régional a suivi les mouvements impulsés par les cycles conjoncturels : vive hausse de l'emploi jusqu'à début 2001, stagnation ensuite. Avec une hausse totale du nombre d'emplois de 6,8% de début 1999 à début 2006, soit plus de 91 000 personnes de plus en emploi en l'espace de sept ans, l'augmentation de l'emploi a été proche du rythme français (+7,9%). Elle a été plus forte dans le Nord-Pas-de-Calais que dans les autres régions du quart Nord-Est de la France, sans pour autant rivaliser avec le dynamisme des régions du Sud et de l'Ouest.

En contrepoint, dans le Nord-Pas-de-Calais comme en France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT [Pour comprendre ces résultats](#) a suivi des évolutions opposées. Il a d'abord diminué jusqu'en 2001 puis il a progressé. Le taux de chômage régional est ainsi passé de 15,6% début 1999 à 12,5% début 2002, pour revenir à 13,1% début 2006. S'il reste très supérieur au taux de chômage national, le taux de chômage régional a baissé plus nettement de 1999 à 2006, perdant 2,5 points contre 1,8 point au plan national.

Au total, la population active, occupée ou au chômage, s'est accrue de 0,8% par an en moyenne depuis 1999, rythme similaire à la moyenne métropolitaine. Les premiers résultats fournis par le recensement de la population permettent de l'estimer à 1 755 000 personnes âgées de 15 à 64 ans en 2005 [Pour comprendre ces résultats](#).

Le Nord-Pas-de-Calais a toutefois conservé ses particularités du point de vue des composantes sociodémographiques de la population active [Carte 1](#). Observé sur la période 1999-2004 [Pour comprendre ces résultats](#), le renouvellement des générations participe plus que dans toute autre région à l'accroissement de la population active. Il correspond à l'arrivée de jeunes actifs sur le marché du travail, plus nombreux que les départs à la retraite des seniors. Ce renouvellement naturel contribue à la progression de la population active à hauteur de 0,8 actif par an, pour 100 actifs présents en 1999. Toujours important, ce phénomène s'est atténué par rapport aux années 90.

Par ailleurs, le taux d'activité régional progresse, phénomène qui explique à lui seul une hausse de la population active de 0,3 personne par an, pour 100 actifs présents en 1999. Le taux d'activité reste certes inférieur à la moyenne française, mais son évolution distingue le Nord-Pas-de-Calais, où son impact sur la population active est l'un des plus forts de France métropolitaine. La hausse du taux d'activité est principalement le fait de la population féminine. La progression du nombre d'actifs dans le Nord-Pas-de-Calais tient d'ailleurs essentiellement au nombre croissant de femmes présentes sur le marché du travail.

Enfin, les migrations sont déficitaires dans la région depuis plusieurs dizaines d'années. Les actifs sont plus nombreux à quitter la région qu'à venir y résider. Cette tendance joue négativement sur l'évolution de la population active, pour -0,3 point chaque année. De ce point de vue, le Nord-Pas-de-Calais s'oppose aux régions du Sud de la France, comme Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon, auxquelles les migrations font gagner chaque année 1 point de population active environ.

L'ESSOR REMARQUABLE DES ZONES D'EMPLOI DU VALENCIENNOIS ET DE LENS-HÉNIN

Observées au niveau des territoires, les dynamiques de la population active offrent une autre image. Des contrastes, tout d'abord, concernant le rythme d'évolution de l'emploi depuis 1999. De fortes interdépendances entre territoires, également, du fait de l'accroissement des mobilités : on travaille de plus en plus fréquemment en dehors de sa zone d'emploi de résidence. Les mouvements migratoires internes à la région et le renouvellement des générations d'actifs sous-tendent ces évolutions.

L'emploi a progressé dans toutes les zones d'emploi de la région entre début 1999 et début 2006. La variabilité du phénomène selon les territoires est frappante : de 0,6% sur Roubaix-Tourcoing à 15,6% pour le bassin de Berck-Montreuil [Tableau](#). Dynamiques spécifiques à une zone, effets d'entraînement locaux, recomposition du tissu économique : les territoires s'écartent des évolutions conjoncturelles moyennes qui prévalent au plan régional.

Le statut de pôle d'emploi du Valenciennois et de Lens-Hénin se renforce. Alors qu'elles représentent à elles deux un emploi sur six dans la région, ces zones d'emploi sont à l'origine de près d'un tiers des gains d'emplois de la région.

Déjà avéré au cours des années 90, le dynamisme valenciennois s'est renforcé depuis : l'emploi s'est accru de 15,3% de 1999 à 2006, soit près de 16 000 emplois. Tout en créant près de 13 000 emplois dans les services, le commerce et la construction, le Valenciennois a réussi à accroître le nombre d'emplois dans l'industrie quand tous les autres territoires en perdaient.

La zone d'emploi de Lens-Hénin n'est pas en reste. Après une décennie 1990 morose, la recomposition du tissu productif a permis la création de 14 000 emplois depuis la fin des années 90, soit près de 15% de hausse. Lens-Hénin a perdu des emplois industriels mais en a créé massivement dans les services,

Encadré 1 : LES FICHES INTERNET

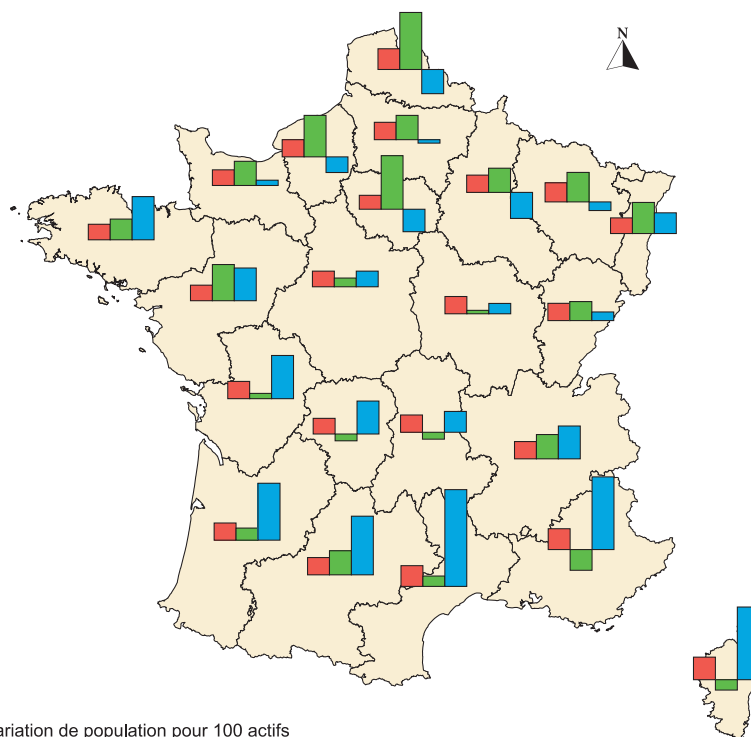
Retrouvez des analyses par zone d'emploi, sur le site Internet de l'Insee Nord-Pas-de-Calais : http://www.insee.fr/fr/insee_regions/nord-pas-de-calais/pupli/accueil_publications_electroniques.htm

le commerce, la construction. De nouvelles activités se sont développées, en lien notamment avec les pôles logistiques.

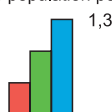
Au sein de la métropole lilloise, l'emploi s'est révélé moins dynamique. Les zones d'emploi de Lille et Roubaix-Tourcoing, qui regroupent un tiers de l'emploi régional, sont à l'origine d'un cinquième seulement des gains d'emplois depuis la fin des années 90 : 5,0% d'emplois supplémentaires sur Lille, 0,6% seulement sur Roubaix-Tourcoing.

Ailleurs, les évolutions ont été proches de la moyenne régionale avec pour la plupart des zones des progressions comprises entre +4% et +10%. Le dynamisme de l'emploi dans la zone de Berck-Montreuil fait figure d'exception, stimulé par les emplois dans la santé et l'action sociale, mais porte sur des volumes restreints (5 300 emplois en plus). À l'inverse, les zones d'emploi de la Sambre-Avesnois et du Calais ont créé très peu d'emplois [Encadré 1](#).

Carte 1 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AU NIVEAU DES RÉGIONS DE 1999 À 2004 : CONTRIBUTION DES FACTEURS SOCIODÉMOGRAPHIQUES



Variation de population pour 100 actifs



- Effet des taux d'activité
- Effet du renouvellement des générations
- Effet des migrations résidentielles

Guide de lecture :

La progression de la population active est décomposée en trois parties. Pour le Nord-Pas-de-Calais, entre 1999 et 2004 :

- le renouvellement naturel de la population fait augmenter la population active de 0,8 actif par an, pour 100 actifs présents 1999.
- le déficit migratoire fait perdre 0,3 actif par an, pour 100 actifs présents 1999.
- la hausse des taux d'activité fait augmenter la population active de 0,3 actif par an, pour 100 actifs présents 1999.

© IGN - Insee 2007

Source : Insee

HAUSSE DE L'EMPLOI ET MOBILITÉS DOMICILE-TRAVAIL CONCOURENT À UN RESSERREMENT DES TAUX DE CHÔMAGE

Sans surprise pour une période de hausse de l'emploi, le chômage a reculé partout de 1999 à 2006 [Tableau](#). Comme ailleurs en France, les évolutions sont allées dans le sens

Tableau : EMPLOI ET CHÔMAGE PAR ZONE D'EMPLOI DE DÉBUT 1999 À DÉBUT 2006

| Zone d'emploi | Nombre de personnes en emploi début 2006 | Part dans l'emploi régional début 2006 (en %) | Variation de l'emploi entre début 1999 et début 2006 (en %) | Taux de chômage début 1999 (en %) | Taux de chômage début 2006 (en %) | Variation du taux de chômage entre début 1999 et début 2006 (en points) |
|---------------------------|--|---|---|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| Lille | 343 626 | 24% | + 5,0% | 13,0 % | 11,9 % | -1,1 |
| Roubaix-Tourcoing | 144 770 | 10% | + 0,6% | 15,8 % | 14,7 % | -1,1 |
| Valenciennois | 120 090 | 8% | + 15,3% | 20,2 % | 14,4 % | -5,8 |
| Lens-Hénin | 109 898 | 8% | + 14,6% | 19,7 % | 15,7 % | -4,0 |
| Dunkerque | 98 997 | 7% | + 5,6% | 15,5 % | 12,4 % | -3,1 |
| Béthune-Bruay | 91 725 | 6% | + 8,6% | 15,1 % | 12,8 % | -2,3 |
| Artois-Ternois | 91 556 | 6% | + 8,0% | 11,1 % | 9,1 % | -2,0 |
| Douaisis | 74 646 | 5% | + 4,5% | 17,8 % | 14,5 % | -3,3 |
| Sambre-Avesnois | 69 506 | 5% | + 1,6% | 18,2 % | 15,4 % | -2,8 |
| Cambrésis | 59 345 | 4% | + 8,9% | 15,6 % | 12,8 % | -2,8 |
| Boulonnais | 54 999 | 4% | + 6,5% | 17,3 % | 13,3 % | -4,0 |
| Calais | 52 447 | 4% | + 3,7% | 17,4 % | 15,9 % | -1,5 |
| Saint-Omer | 45 819 | 3% | + 5,1% | 13,7 % | 12,5 % | -1,2 |
| Berck-Montreuil | 39 096 | 3% | + 15,6% | 12,3 % | 8,9 % | -3,4 |
| Flandre-Lys | 37 060 | 3% | + 7,9% | 10,1 % | 8,7 % | -1,4 |
| Nord-Pas-de-Calais | 1 433 580 | 100% | + 6,8% | 15,6 % | 13,1 % | -2,5 |

Source : Insee - Estimations d'emploi par zone d'emploi ; taux de chômage par zone d'emploi

du resserrement des écarts entre territoires. Dans la plupart des zones les moins bien loties en 1999, le taux de chômage a baissé fortement : Boulonnais, Cambrésis, Douaisis, Dunkerque, Lens-Hénin, Valenciennois. Les zones mieux loties au départ, la Flandre-Lys, l'Artois-Ternois et Lille, ont connu des baisses plus modérées. Il reste que Roubaix-Tourcoing et le Calaisis, partant d'une situation défavorable, n'ont connu qu'une baisse limitée de leur taux de chômage.

La hausse de l'emploi n'est pourtant pas la seule explication à la baisse du chômage : emploi local et chômage de la population résidente ne sont pas de simples vases communicants. Comme au plan régional, l'évolution de la population due au renouvellement des générations, l'effet des migrations résidentielles et l'évolution des taux d'activité entrent aussi en jeu. Au plan local, le degré d'ouverture des territoires sur leurs voisins compte aussi beaucoup : un emploi local peut être occupé par une personne résidant à l'extérieur, de même qu'un résidant peut occuper un emploi en dehors de sa zone d'emploi.

À titre d'exemple, le taux de chômage s'est fortement réduit dans le Douaisis bien que la hausse de l'emploi ait été modérée. 5 700 emplois sont apparus dans la zone de 1999 à 2004 [► Pour comprendre ces résultats](#). Dans le même temps, le nombre de résidents occupant un emploi ailleurs s'est accru de 7 700 et, à l'inverse, la population extérieure travaillant dans la zone s'est accrue de 2 200. L'évolution des flux domicile-travail a donc contribué à la baisse du chômage tout autant que la hausse de l'emploi.

Autre exemple : le Valenciennois. La zone d'emploi a créé 15 000 emplois. Dans le même temps, les actifs résidant en dehors du Valenciennois sont 6 000 de plus à être venus occuper un emploi : le dynamisme du Valenciennois a donc bénéficié à des actifs résidant ailleurs, presque autant qu'aux Valenciennois. En parallèle, près de 4 600 Valenciennois supplémentaires sont allés occuper un emploi ailleurs.

RÉSIDENTICE ET LIEU DE TRAVAIL COÏNCIDENT DE MOINS EN MOINS

Les mobilités domicile-travail se sont intensifiées depuis la fin des années 90 [► Carte 2](#). Les emplois sont de plus en plus fréquemment occupés par des personnes résidant dans une autre zone d'emploi. C'est tout particulièrement le cas des territoires qui créent un grand nombre d'emplois.

Même si le rythme de croissance de l'emploi au sein de la métropole lilloise s'est révélé plus faible que la moyenne régionale, les actifs sont de plus en plus nombreux à venir y travailler tout en résidant dans d'autres zones d'emploi. En 2004, 115 000 personnes environ travaillaient dans la zone d'emploi de Lille tout en résidant à l'extérieur, contre 95 000 cinq ans plus tôt. 50 000 au sein de la zone d'emploi de Roubaix-Tourcoing, contre 40 000 auparavant.

Dans le Valenciennois et à Lens-Hénin, le dynamisme du marché du travail s'est alimenté en bonne partie d'une main-d'œuvre extérieure. Les navetteurs sont désormais 30 000 à travailler dans la zone d'emploi de Lens-Hénin, contre 23 500 cinq ans auparavant. 25 000 dans le Valenciennois, contre 19 000 cinq ans plus tôt.

En contrepartie, au sein des territoires qui entourent la métropole lilloise et les pôles d'emploi en développement, les actifs se tournent de plus en plus vers d'autres zones d'emploi pour leur activité professionnelle.

Autour de Lille, dans les zones d'emploi de Béthune-Bruay, du Douaisis, de Lens-Hénin et en Flandre-Lys, plus d'un tiers des résidents qui travaillent occupent désormais leur emploi à l'extérieur de leur zone de résidence. Autour du Valenciennois, les actifs du Cambrésis et de la Sambre-Avesnois se tournent également plus qu'avant vers des emplois éloignés, même si le nombre de personnes concernées est restreint. Dans l'Artois-Ternois, le phénomène est sensible aussi. Chacune de ces zones d'emploi fournit plus de main-d'œuvre aux autres territoires qu'elle n'en reçoit [► Carte 3](#).

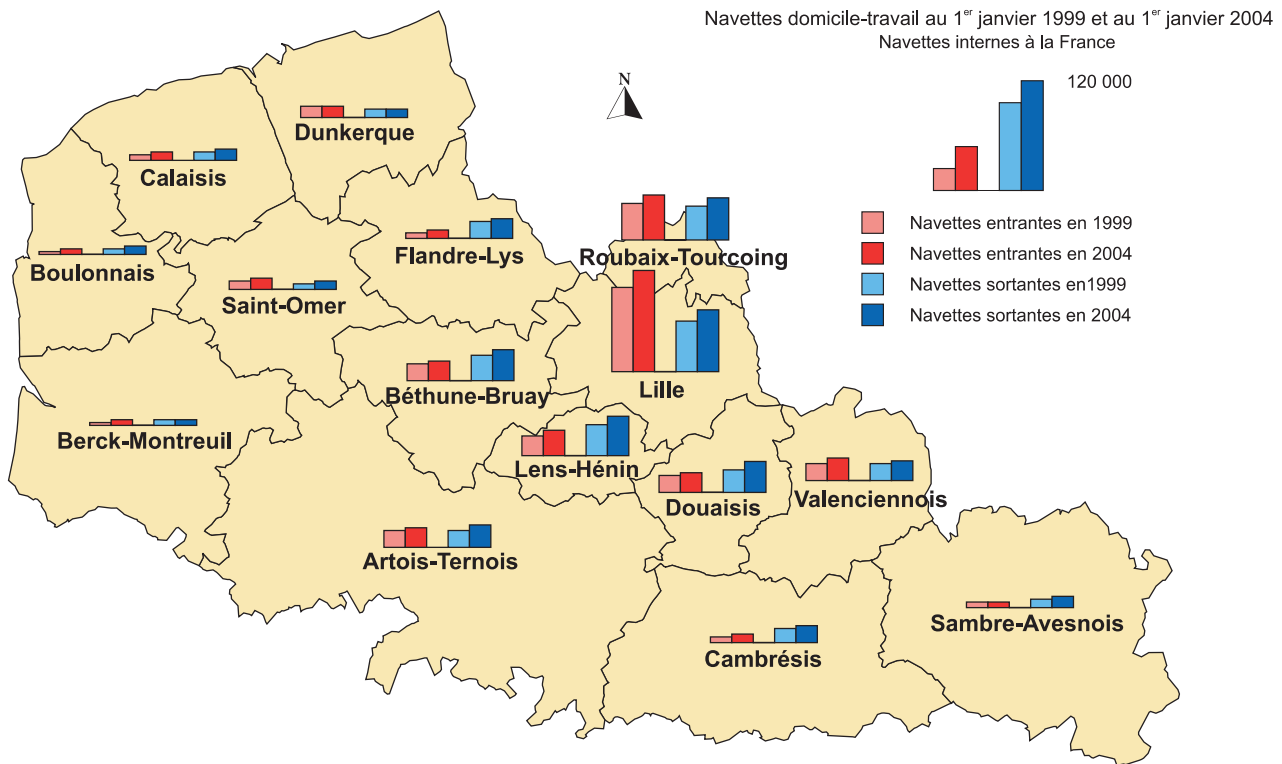
Excentrées, les zones d'emploi du littoral, Berck-Montreuil, le Boulonnais, le Calaisis et Dunkerque sont moins concernées par les mobilités domicile-travail que le reste de la région. Les marchés du travail y fonctionnent de manière plus autonome.

Le développement des navettes domicile-travail inclut l'augmentation des flux transfrontaliers. Une étude récente a montré que le nombre de personnes résidant du côté français (Dunkerquois, métropole lilloise, Valenciennois, Sambre-Avesnois) et travaillant en Belgique est passé de 14 400 environ en 1999 à plus de 22 500 en 2005 [► Pour en savoir plus](#). Le mouvement inverse, s'il n'est pas négligeable, a décliné pour se stabiliser autour de 5 500 personnes environ.

L'intensité grandissante des déplacements domicile-travail va de pair avec les choix d'installation que traduisent les migrations résidentielles. Les grands centres urbains bénéficient de l'arrivée sur le marché du travail de jeunes actifs jusqu'à présent plus nombreux que les personnes atteignant la retraite, mais ils perdent des actifs du fait des migrations résidentielles. Les actifs s'installant de plus en plus loin des pôles d'emploi, des zones jusqu'ici moins densément peuplées gagnent en attractivité [► Encadré 2](#).

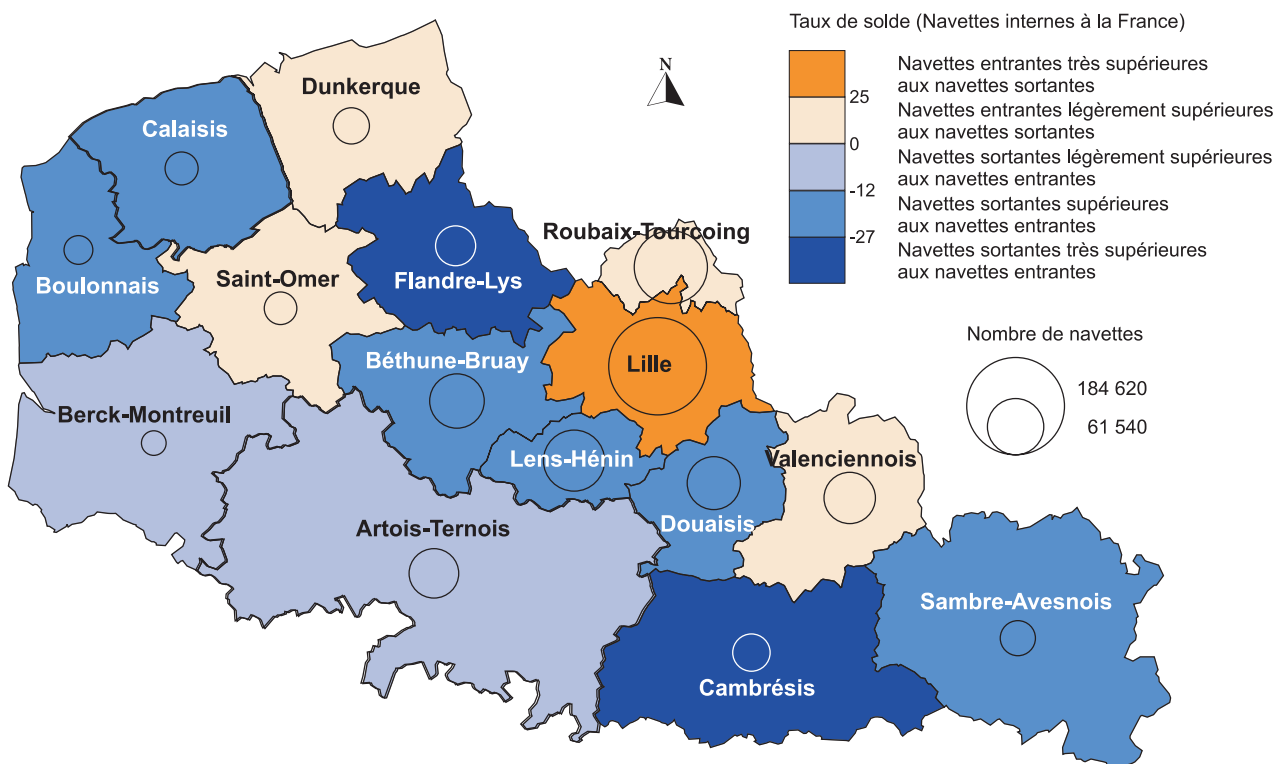
Les évolutions de l'emploi et le développement des mobilités domicile-travail recomposent rapidement les liens entre territoires. Certains pôles d'emploi se renforcent, d'autres zones deviennent davantage résidentielles. Afin de préciser ces analyses, les phénomènes migratoires, le développement des mobilités et de la périurbanisation pourront être approfondis sur la base notamment du nouveau recensement de la population.

Carte 2 : LES NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL ENTRANTES ET SORTANTES PAR ZONE D'EMPLOI EN 1999 ET EN 2004



© IGN - Insee 2007
Source : Insee

Carte 3 : LES NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL EN 2004 : SOLDE ENTRÉES - SORTIES (HORS FRONTALIERS)



Guide de lecture :

Les zones d'emploi ont été regroupées selon le solde des navettes domicile-travail (différence entre les navettes entrantes et les navettes sortantes) rapporté au nombre total de navettes (entrantes et sortantes). Les cercles donnent le volume de navettes (entrantes et sortantes) qui concerne chaque zone. Par exemple, concernant la zone d'emploi lilloise, le nombre de navettes entrantes est très supérieur au nombre de navettes sortantes. Elle est aussi la zone d'emploi qui connaît le plus de navettes domicile-travail dans la région.

© IGN - Insee 2007
Source : Insee

ENCADRÉ 2 : DES ZONES PEU DENSES DEVIENNENT ATTRACTIVES POUR LES ACTIFS

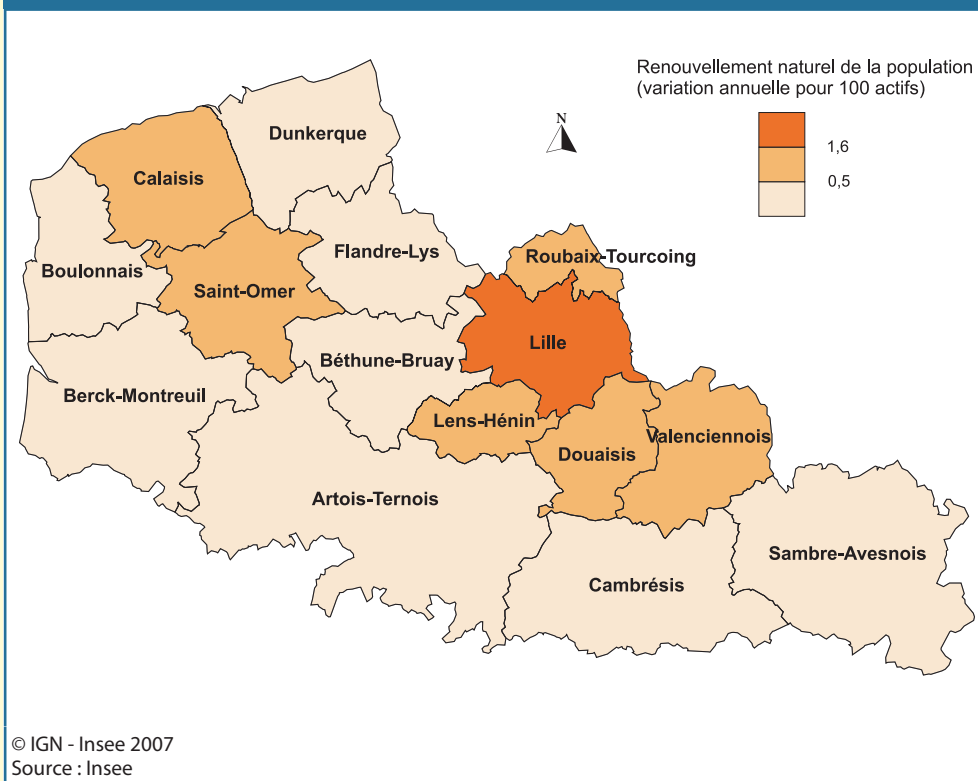
Les déplacements professionnels, qui se sont accrus, ne peuvent s'appréhender qu'en regard de la localisation de la population active. Si le renouvellement des générations d'actifs continue d'imprimer une tendance de fond, ce sont les migrations résidentielles qui deviennent de plus en plus contrastées entre zones d'emploi.

Au plan national, les zones d'emploi comprenant une capitale régionale ou un grand centre urbain tirent fréquemment parti d'un renouvellement naturel de la population active très favorable, qui compense un déficit migratoire important. Les populations jeunes parvenant aux âges d'activité y sont nombreuses, tandis que les changements de résidence de personnes déjà actives se font de plus en plus loin des centres, par obligation économique ou par choix de vie. L'étalement urbain et la périurbanisation peuvent ainsi dépasser progressivement les limites de la zone d'emploi, se traduisant au niveau de la zone d'emploi par un déficit migratoire.

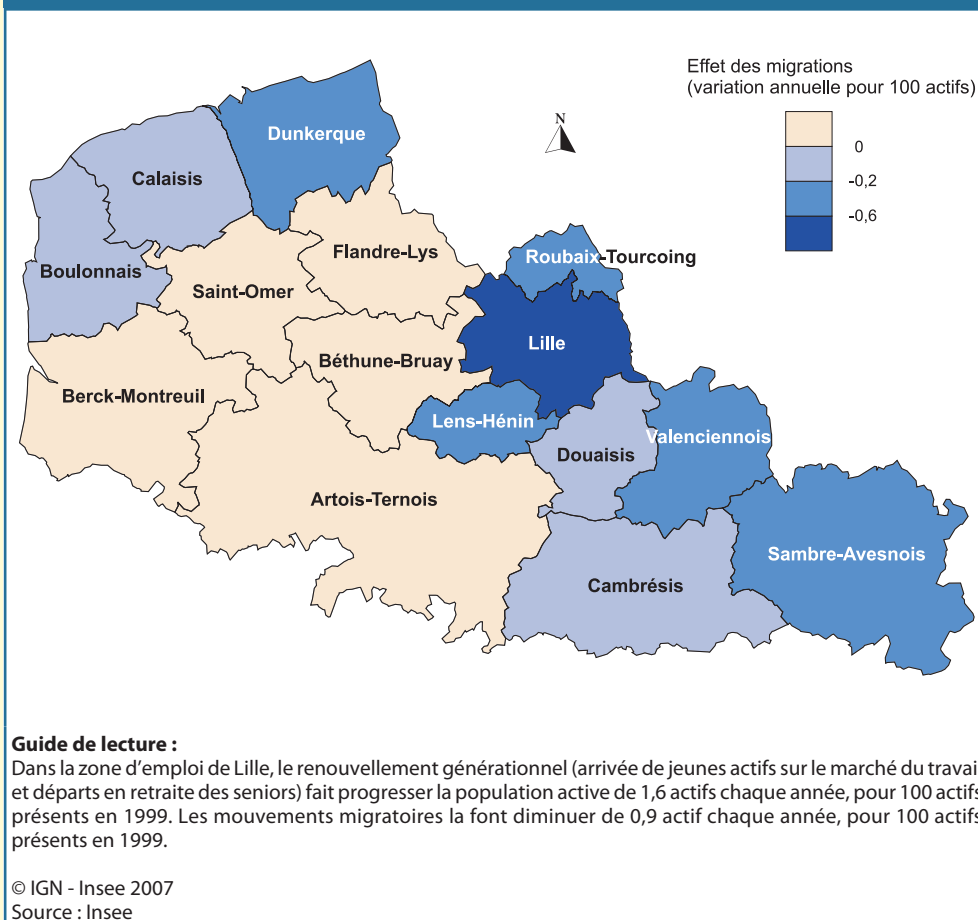
Dans le Nord-Pas-de-Calais, on observe ainsi un effet positif important du renouvellement naturel de la population active pour la zone de Lille, mais aussi pour le Calaisis, le Douaisis, Lens-Hénin, Roubaix-Tourcoing, la zone de Saint-Omer et le Valenciennois [► Carte 4](#).

Enfin, de 1999 à 2004, pour cinq zones d'emploi de la région, le nombre d'actifs choisissant de venir s'installer a été supérieur au nombre d'actifs choisissant de résider dans une autre zone [► Carte 5](#). C'est un fait nouveau : dans les années 90, toutes les zones d'emploi du Nord-Pas-de-Calais perdaient des actifs au jeu des migrations résidentielles.

Carte 4 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE DE 1999 À 2004 PAR ZONE D'EMPLOI : CONTRIBUTION DU RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS



Carte 5 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE DE 1999 À 2004 : CONTRIBUTION DES MIGRATIONS RÉSIDENTIELLES



POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

Définitions

Une zone d'emploi est un espace à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les zones d'emploi couvrent l'ensemble du territoire, respectent les limites régionales et doivent théoriquement réunir au minimum 25 000 actifs. Ce zonage fournit un cadre géographique pertinent pour l'analyse du fonctionnement des marchés locaux du travail.

La population active comprend la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent. La notion d'activité a légèrement évolué entre le recensement de la population de 1999 et les enquêtes annuelles de recensement conduites depuis 2004 : les données sur l'activité ne sont pas directement comparables. Pour les fins de l'analyse, les évolutions sont estimées à concept inchangé. L'effectif des actifs en 2005 dans la région correspond toutefois au concept le plus récent.

Le taux d'activité est la part de personnes actives parmi les 15-64 ans.

Chômage. Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à l'ANPE) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail. Par souci de clarté, c'est le concept de taux de chômage au sens du BIT qui est utilisé dans cette étude. Un chômeur au sens du recensement n'est pas forcément un chômeur au sens du BIT (et inversement).

Emploi. Le recensement de la population permet de mesurer le nombre de personnes ayant un emploi, à leur lieu de travail. La série est prolongée par les estimations d'emploi, correspondant à la même notion. Pour simplifier la formulation, le terme « emploi » est fréquemment utilisé au lieu de « personnes en emploi au lieu de travail ».

Les migrations résidentielles sont les changements de domicile.

Le solde des déplacements domicile-travail d'un territoire correspond à la différence entre le nombre de personnes travaillant sur ce territoire mais n'y résidant pas (entrées) et le nombre de personnes y résidant mais travaillant en dehors (sorties). Une partie des flux entre la France et l'étranger échappe au recensement de la population : les migrations résidentielles vers l'étranger et les déplacements domicile-travail de personnes résidant à l'étranger et travaillant en France.

Méthodologie

L'évolution de la population active sous l'angle sociodémographique est décomposée en trois contributions :

- 1/ L'effet du seul renouvellement des générations, obtenu en faisant « vieillir » la population recensée en 1999, en annulant l'effet des migrations et est stabilisant de manière fictive les taux d'activité par âge et par sexe.
- 2/ L'effet du solde des migrations d'actifs.
- 3/ L'effet de la seule variation des taux d'activité par âge et par sexe, en maintenant fictivement les effectifs à leur niveau de 1999.

L'évolution de la population active sous l'angle du marché du travail est décomposée en quatre parties :

- 1/ L'évolution du nombre de personnes en emploi à leur lieu de travail.
- 2/ L'évolution du nombre de chômeurs. Une estimation de l'évolution du chômage « au sens du recensement » a servi de support aux analyses. Ce sont les évolutions du taux de chômage au sens du BIT, plus courantes et conduisant aux mêmes analyses dans cette étude, qui sont mentionnées dans le texte.
- 3/ L'évolution du nombre de militaires du contingent (non nul en 1999).
- 4/ L'évolution du solde des navettes domicile-travail, la population active étant comptée à son lieu de résidence et l'emploi au lieu de travail.

Sources

Les données utilisées dans cette étude sont issues du recensement de la population 1999, des estimations localisées de population au 1er janvier 2004, des estimations d'emploi au 31 décembre 2005, des séries trimestrielles du taux de chômage au sens du BIT au 31 décembre 1998 et 2005, des Déclarations Annuelles de Données Sociales et du fichier des agents de l'État. Les données sur l'emploi et le chômage datées du 31 décembre 2005 sont mentionnées sous la forme « début 2006 ».

Au plan régional, le recensement de la population initié en 2004 fournit déjà quelques éléments sur la population active.

Période d'observation : jusqu'à 2004 ou jusqu'à 2006 ?

Concernant l'emploi et le taux de chômage au sens du BIT, la plage d'observation s'étend de début 1999 à début 2006, l'ensemble des données étant disponibles au niveau régional et au niveau des zones d'emploi.

Les évolutions démographiques, les migrations résidentielles et les déplacements domicile-travail sont étudiées de 1999 à 2004, pour des raisons de disponibilité des sources statistiques mobilisées.

Pour en savoir plus

- Toujours plus de travailleurs frontaliers vers la Belgique - Insee Nord-Pas-de-Calais - Pages de Profils n°10, septembre 2006
- L'émergence d'un polygone central aux relations intenses - Insee - Profils Nord-Pas-de-Calais n°10 - février 2004
- Enquêtes annuelles de recensement : migrations inter-régionales, niveau de formation et activité - Insee - Profils Nord-Pas-de-Calais n°17, janvier 2007
- Les déplacements domicile-travail amplifiés par la périurbanisation - Insee Première n°1129, mars 2007

Sites internet :

@ www.insee.fr
@ www.nordpasdecalsais.fr
@ www.npdc.travail.gouv.fr